

L'autonomie politique dans l'Europe des années 1970 : approches transnationales d'un phénomène protéiforme

Jean-Octave Guérin-Jollet

L'auteur

Jean-Octave Guérin-Jollet est doctorant au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

Résumé

Au sein du large spectre de courants qui existent aux marges du champ politique dans les années 1970, l'autonomie constitue un phénomène spécifique. La plupart de ses composantes se revendiquent d'une certaine continuité avec le « soulèvement mondial de la jeunesse » de 1968. Mais elles s'affirment dans le même temps comme en rupture avec l'événement, entretenant avec celui-ci et son héritage une relation contradictoire et antagoniste. À cela s'ajoute que cette décennie constitue un moment charnière de l'histoire des autonomes, alors que les différents mécanismes qui participent de l'effacement des offres politiques classiques s'agrègent à des processus de développement de cultures politiques hétérodoxes, à la mise en place de réseaux de communications et d'échanges internationaux, à l'émergence d'un phénomène profond et de rejet des formes d'organisations et des pratiques politiques traditionnelles à l'échelle de toute l'Europe. Dès l'origine, l'autonomie apparaît comme un phénomène transnational. S'il est difficile de l'ériger en culture politique à part entière en raison de son absence d'unité doctrinale et des conflits qui la traversent, elle participe néanmoins de la construction d'une identité collective qui s'affirme à la fin des années 1970.

Mots clés : autonomie ; extrême gauche ; radicalité ; années 1970 ; circulation internationale.

Abstract

Within the broad array of currents that existed on the margins of the political field in the 1970s, autonomy constituted a specific phenomenon. Most of those involved in it laid claim to some continuity with the “global youth uprising” of 1968. At the same time, however, they presented themselves as breaking with the event, maintaining a contradictory and antagonistic relationship with 1968 and its heritage. The 1970s were also a turning point in the history of autonomies: during this time, the elimination of the classic political “supply” merged with processes driving the emergence of heterodox political cultures, the establishment of communications and international exchange networks and the advent of a deep-rooted rejection of traditional organizational forms and political practices across Europe. From the outset, autonomy appeared a transnational phenomenon. While it is difficult to characterize it as a political culture in its own right due to its lack of doctrinal unity and the conflicts that cut across it, it nevertheless contributed to the construction of a collective identity that asserted itself in the late 1970s.

Keywords: autonomy; far left; radicalism; 1970s; international circulation.



Jean-Octave Guérin-Jollet, « L'autonomie politique dans l'Europe des années 1970 : approches transnationales d'un phénomène protéiforme », *Histoire@Politique*, n° 42, septembre-décembre 2020 [en ligne : www.histoire-politique.fr]

Pour citer cet article : Jean-Octave Guérin-Jollet, « L'autonomie politique dans l'Europe des années 1970 : approches transnationales d'un phénomène protéiforme », *Histoire@Politique*, n° 42, septembre-décembre 2020 [en ligne : www.histoire-politique.fr]

Au sein du large spectre de courants qui existent aux marges du champ politique des années 1970, l'« autonomie » constitue un cas à part. Elle est l'illustration de la difficulté de penser la continuité dans la rupture. La plupart de ses composantes se revendiquent d'une certaine continuité avec 1968 et le « soulèvement mondial de la jeunesse » (pour reprendre le titre français de l'ouvrage de George Palocz-Horvath¹). Pour autant, elles s'affirment dans le même temps comme en rupture avec l'événement, entretenant avec celui-ci et son héritage une relation contradictoire et antagoniste. À cela s'ajoute que les années 1970 constituent un moment charnière de l'histoire des autonomes alors que les différents mécanismes qui participent de l'effacement des offres politiques classiques s'agrègent à des processus de construction d'une identité collective, de développement de cultures politiques hétérodoxes et anticonformistes, à la mise en place de réseaux de communications et d'échanges internationaux, à l'émergence d'un puissant phénomène de rejet des formes d'organisations et des pratiques politiques traditionnelles à l'échelle de toute l'Europe.

Dès l'origine, l'autonomie apparaît comme un phénomène transnational. S'il est difficile de l'ériger en culture politique à part entière en raison de son absence d'unité doctrinale et des conflits qui la traversent, elle participe néanmoins de la construction d'une identité collective qui s'affirme à la fin des années 1970.

Dans un premier temps, nous nous attarderons sur les similarités qu'il est possible de mettre en évidence entre les conditions d'émergence des différentes scènes nationales qui permettent de considérer que les années 1970 constituent un moment charnière dans l'émergence de l'autonomie en tant que culture politique transnationale. Dans un second temps, nous nous intéresserons aux phénomènes de circulation qui se manifestent d'une aire géographique à l'autre et qui témoignent de la dimension inclusive et transnationale de l'identité autonome. Enfin, nous analyserons la dimension nomade de la *praxis* politique des en-dehors, qui non seulement favorise la circulation des autonomes d'une scène nationale à l'autre mais atteste de la porosité de l'autonomie avec d'autres composantes de l'extrême gauche extraparlamentaire et du « mouvement alternatif ».

L'autonomie, une culture politique transnationale émergente ?

Qu'est-ce que l'autonomie politique ? Il s'agit d'un phénomène protéiforme et complexe qui émerge à partir de la fin des années 1960 aux marges du champ politique traditionnel² – principalement en Italie³ et en Allemagne⁴ ainsi qu'en France, en Espagne, en Hollande et au Danemark. Ses acteurs investissent, tout au

¹ George Palocz-Horvath, *Le soulèvement mondial de la jeunesse. Naissance d'un pouvoir 1955-1970*, Paris, Robert Laffont, 1972 (le titre original de l'ouvrage était *Youth Up in Arms. A Political and Social World Survey 1955-1970*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1971).

² Serge Cosseron, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Paris, Larousse, 2007.

³ Voir principalement Lanfranco Caminiti et Sergio Bianchi, Gli autonomi. *Le teorie, le lotte, la storia*, 4 tomes, DeriveApprodi, 2007 et Nanni Balestrini, e Primo Moroni, *L'orda d'oro. 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica e esistenziale*, Milano, Feltrinelli, 1997, ainsi que Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *Mai 1968 et le Mai rampant italien*, Paris, L'Harmattan, coll. « Temps Critiques », 2008.

⁴ Autonome Gruppe Grauwacke, *Autonome in Bewegung. Aus den ersten 23 Jahren*, Berlin, Assoziation A, 2008.

long des années 1970, de nombreuses luttes et conflits sociaux, où ils se distinguent à travers trois grandes thématiques d'interventions : contre la propriété, contre le travail et contre l'État⁵. Se situant au carrefour de pratiques sociales (squat et illégalismes) et contre-culturelles (rock alternatif, ska, punk, hip-hop, graffitis), ils constituent un « milieu radical⁶ » – agglomérant, autour de références théoriques et pratiques aux frontières poreuses, des réseaux d'activistes partageant des principes et des stratégies d'action relevant de l'infra-politique des « subalternes⁷ ». Ainsi, ils ne se structurent pas autour d'un corpus idéologique ou d'une organisation de type parti ou syndicat, mais à partir de formes d'actions et d'unités organisationnelles – bandes d'amis, communautés, réseaux d'affinités – relevant de formes de socialisation liées à la vie quotidienne plus qu'au champ politique traditionnel.

La dimension infra-politique de la *praxis* des autonomes les amène à être considérés comme illégitimes par la plupart des autres acteurs et des observateurs – journalistes, policiers, intellectuels, etc. Leurs formes d'intervention dans l'espace social sont souvent interprétées comme une gesticulation immature. Ce discours se retrouve dans le champ universitaire. Il participe de l'inscription systématique des autonomes comme phénomène émeutier ou para-policier, les enfermant dans leur supposée marginalité, les réduisant à un processus de désocialisation⁸, mêlant discours sur les stratégies d'escapisme⁹ et clichés sur la « décomposition politique¹⁰ ». Une analyse qui, en les renvoyant à leurs formes d'intervention spectaculaires (affrontement avec les forces de l'ordre, voire stratégies de confrontation armée avec l'État ou d'autres composantes politiques¹¹, en particulier en Allemagne¹²), amène à minorer, voire à

⁵ Jean-Octave Guérin-Jollet, *L'autonomie politique en France : Itinéraires de groupes et d'individus entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990*, mémoire de master d'histoire contemporaine sous la direction de Michel. Pigenet et Frank Georgi, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011, p. 113-143.

⁶ Stephan Malhaner, Peter Waldmann (dir.), *Radikale Milieus. Das soziale Umfeld terroristischer Gruppen*, HCampus Verlag, 2012.

⁷ James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008.

⁸ Dominique Reynié (dir.), *L'extrême gauche, moribonde ou renaissance ?*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige-Essais Débats », 2007.

⁹ Thomas Schultze et Almut Gross, *Die Autonomen. Ursprünge, Entwicklung und Profil der autonomen Bewegung*, Hamburg, Konkret Literatur Verlag, 1997 ; Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998.

¹⁰ Voir particulièrement pour l'Allemagne, Jan Schwarzmeier, *Die Autonomen, zwischen Subkultur und sozialer Bewegung*, Göttingen, Jean Schwarzmeier, 2001. Pour la France, on pourra voir Sébastien Schifres, *La Mouvance autonome en France de 1976 à 1984*, mémoire de maîtrise de sociologie politique sous la direction d'A. Steiner et G. Le Béguec, Université Paris X Nanterre, 2004 ; Sébastien Schifres, *Le Mouvement autonome en Italie et en France (1973-1984)*, mémoire de maîtrise de sociologie politique sous la direction de D. Lindenberg, Université Paris VIII Saint-Denis, 2008 ; Jean-Baptiste Casanova, « Les Autonomes. Le mouvement autonome parisien de la fin des années 1970 », *Dissidences*, n° 2, 28 septembre 2011 ou encore Rémy Piperaud, *Radiographie du mouvement autonome*, mémoire de sociologie sous la direction F. Jobard, Université de Versailles Saint-Quentin Guyancourt, 2009.

¹¹ Sur la France, on pourra se reporter à titre d'exemple à Cécile Péchu, *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz-Sirey, 2006 ; Sophie Maurer, *Les chômeurs en action (décembre 1997-mars 1998) : mobilisation collective et ressources compensatoires*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; Fanny Bugnon, *La violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994)*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de C. Bard, Université d'Angers, 2011 ; Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1997 ; Isabelle Sommier, *La forclusion de la violence politique : ouvriers intellectuels en France et en Italie depuis 1968*, thèse de doctorat de Science politique sous la direction de P. Braud, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1993 ; Pierre Favre (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990.

ignorer la multitude des pratiques culturelles et politiques relevant d'une « militance de masse », pour reprendre l'expression allemande (« *Massenmilitanz*¹³ »).

À la fin des années 1970, trois scènes nationales dominent.

L'aire italienne est de loin numériquement la plus importante puisqu'elle rassemble des dizaines de milliers d'activistes et probablement plusieurs centaines de milliers de sympathisants. Elle apparaît en Italie à la fin des années 1960 dans le prolongement d'une reprise des luttes ouvrières lors de l'« automne chaud » de 1969 et dans le sillage de la création de deux organisations rivales : Potere Operaio (PotOp) et Lotta Continua (LC)¹⁴. PotOp rassemble des « opéraistes » et des autonomes de Vénétie et d'Émilie, une partie du mouvement romain et des militants turinois et milanais. Ses principaux leaders sont Oreste Scalzone, Franco Piperno, Antonio Negri, Nanni Balestrini et Sergio Bologna. LC est créée à l'initiative du groupe Il Potere Operaio de Pise, dirigé par Adriano Sofri. Elle rassemble une partie du mouvement étudiant de Turin et de Trente ainsi que le groupe Pouvoir Proletarien de Pavie. Les autres figures de LC sont Guido Viale, Luigi Bobbio, Mauro Rostagno et Marco Boato. À ces deux organisations, on peut ajouter Avanguardia operaia (AO) qui naît après 1968 sur une plateforme que l'on pourrait qualifier de mi-opéraiste et mi-léniniste à partir du groupe Avanguardia operaia de Milan, du cercle Rosa Luxemburg de Vénétie, du cercle Lénine de Mestre di Venezia et surtout des Comités unitaires de base (CUB) et de différentes structures ou formes de regroupement où se mêlent étudiants et ouvriers.

S'affirment à partir de cette période les premières initiatives de « prolétaires autonomes », très influencés par un courant « communiste radical », et sensibles aux thématiques conseillistes de la gauche germano-hollandaise¹⁵. Progressivement, ces premiers noyaux voient affluer de nombreux militants issus de l'anarchisme, du communisme libertaire ou des gauches communistes en rupture avec l'extrême gauche extraparlamentaire qui entre en crise. PotOp s'autodissout en mai 1973. LC parvient à survivre trois années de plus, enchaînant scissions et départs collectifs, avant de prendre la même décision. La plupart des militants rallient le mouvement autonome.

¹² Voir H. Manns und W.-S. Treusch, « ‚Hau weg die Scheiße‘. Autonomer Widerstand in der Bundesrepublik », *Vorgänge* 85, 26, 1987, p. 65-74 ; Micha Brumlik, « Autonome : Gewaltbereitschaft als verbindendes Lebensgefühl », dans Wilhelm Heitmeyer, Kurt M. Moeller et Heinz Suenker (dir.), *Jugend - Staat - Gewalt: politische Sozialisation von Jugendlichen, Jugendpolitik und politische Bildung*, Weinheim, Juventa Verlag, 1989, p. 175-189 ; Matthias Mletzko, « Gewaltdiskurse und Gewalthandeln militanter Szenen. Teil 1 », *Kriminalistik*, n° 8-9, 2001, p. 543-548 ; M. Reimitz, « "Niemand soll mich zu fassen kriegen. Gespräche mit Vertretern der Autonomen" », dans Marlene Bock, Monika Reimitz, Horst-Eberhart Richter, Wolfgang Thiel et Hans-Jürgen Wirth, *Zwischen Resignation und Gewalt. Jugendprotest in den achtziger Jahren*, Opladen, Leske + Budrich, 1989, p. 133-149 ; Matthias Mletzko, « Gewaltdiskurse und Gewalthandeln militanter Szenen. Teil 2 », *Kriminalistik*, n° 10, 2001, p. 639-644 ; Armin Pfahl-Traughber, « Die Autonomen. Portrait einer linksextremistischen Subkultur », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 9-10, 1998, p. 36-46.

¹³ Sur le concept de *Massenmilitanz*, « Massenmilitanz, bewaffneter Kampf und die Aufstandsperspektiven der revolutionären Linken », *Radikal*, n° 165, 2012, p. 4-13 ou m&m (massen&militanz), « Black Block forever - Ein Diskussionbeitrag zu Demos und Massenmilitanz », *Interim*, n° 659, 2007, p. 20-21. Pour une réflexion dans une perspective plus historique, on pourra se reporter à Autonome Gruppe Grauwacke, *Autonome in Bewegung...*, *op. cit.*, p. 141-160.

¹⁴ Voir CRAC, *Les trois âges de l'opéraisme*, *op. cit.*, p. 12 et Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil...*, *op. cit.*, p. 237.

¹⁵ Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *Mai 1968...*, *op. cit.*, p. 246-258.

Dans ce sillage, la désagrégation de l'extrême gauche extra-parlementaire s'accélère. Outre de nombreux individus, des collectifs entiers comme le groupe Gramsci ou la Fédération communiste libertaire de Rome, en 1975¹⁶, rejoignent l'aire de l'autonomie. Ces ralliements poussent certains activistes autonomes à mettre en place des formes d'organisations plus formelles. Parmi ces structures, on peut citer la coordination de l'Autonomia Operaia (Autonomie Ouvrière, AutOp) qui se forme en 1973-1974 sous l'impulsion de militants venus de l'opéraïsme. Au sein de cette coordination, on peut distinguer deux grands ensembles : le premier autour du collectif de la Via dei Volsci à Rome, qui regroupe les Comités ouvriers autonomes. Ils disposent d'un journal, *Rivolta di Classe* et d'une radio, Radio Onda Rossa. Cette partie de l'AutOp rassemble les secteurs les plus combatifs de l'« automne chaud ». Le deuxième ensemble se constitue autour d'Antonio Negri et rassemble les Collectifs politiques ouvriers, principalement actifs à Milan, qui diffusent le journal *Rosso (Rouge)*. À ces deux ensembles, que l'on peut encore considérer comme relevant d'une filiation idéologique avec le courant opéraïste, on peut ajouter d'autres groupes qui, à des degrés divers, participent à l'AutOp venu du courant marxiste-léniniste ou plus strictement de l'autonomie, notamment les Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, constitués d'ex-militants de Lotta Continua et de Potere Operaio, qui publient le journal *Senza Tregua (Sans Trêve)* ; les Comités communistes révolutionnaires ; les Comités communistes pour la dictature du prolétariat, qui diffusent le journal *Per il Potere Operaio (Pour le Pouvoir Ouvrier)* ; enfin le Parti communiste italien (marxiste-léniniste), qui diffuse le journal *Voce Operaia (Voix ouvrière)* et le Comité communiste marxiste-léniniste, qui publie le journal *Addaveni*¹⁷.

À partir de 1976, le phénomène de désintégration s'étend à l'autonomie elle-même. Souvent constitué autour d'un journal, d'une radio ou d'un local militant, chaque pôle organisé se transforme progressivement en une fédération de regroupements informels impliqués dans des luttes embrasant la quasi-totalité des espaces de conflictualité sociale et politique de la société italienne¹⁸. Au sein de cet espace politique, les trajectoires transversales sont nombreuses, amenant individus et groupes à jongler avec un vaste répertoire de formes d'actions collectives et de positions politiques radicales.

Le phénomène autonome atteint son apogée en 1977, prenant de plus en plus une tournure ouvertement insurrectionnelle, avec des manifestations de rues armées et des affrontements meurtriers avec les forces de l'ordre et l'extrême droite¹⁹. Ce zénith est de courte durée. Dès l'année suivante, l'aire de l'autonomie doit faire face à

¹⁶ Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 55.

¹⁷ Sur ces questions, voir Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil...*, *op. cit.*, p. 48. Voir aussi « Information sur la "sphère de l'autonomie" en Italie », dans *L'autonomie, le mouvement autonome en Italie et en France*, Spartacus, série B, n° 90, mars-avril 1978, p. 4 et Sébastien Schifres, *La mouvance autonome en France...*, *op. cit.*, « L'Autonomie italienne ».

¹⁸ Nanni Balestrini et Primo Moroni, *L'orda d'oro (1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale)*, Milano, Feltrinelli, 1997. (Nanni Balestrini et Primo Moroni, *La horde d'or. La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle. Italie 1968-1977*, traduit de l'italien et annoté par J. Revel et J. Leroux, P. V. Cresceri et L. Guilloteau, Paris, Éditions de l'éclat, 2017). On pourra aussi se reporter à Marcello Tari, *Autonomie ! Italie, les années 1970*, traduit par É. Dobenesque, Paris, La Fabrique, 2011 et Sergio Bianchi et Lanfranco Caminiti (dir.), *Gli autonomi : Le storie, le lotte, le teorie*, 3 volumes, Roma, DeriveApprodi, 2007-2008.

¹⁹ Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 et Stéphane Dottelonde, *Contestation et violence politique en Italie : l'Autonomie ouvrière*, DEA, IEP, Paris, 1986.

l'émergence des véritables groupes armés, pour une large part issus de ses rangs, et dont la volonté de confrontation militaire avec l'État provoque une répression brutale, qui culmine en avril 1979 avec l'arrestation dans toute l'Italie de plusieurs milliers d'activistes²⁰, accusés d'assurer le soutien logistique des « organisations armées ». Dès lors, l'autonomie italienne entre dans une phase de déclin. Ses collectifs se désagrègent, de nombreux militants s'exilent, ceux qui persistent se retrouvant marginalisés ou emprisonnés.

En France, les premiers groupes autonomes apparaissent en 1968-1969, soit à la même période qu'en Italie. À la différence de la péninsule, le phénomène y est dès l'origine numériquement faible en dépit du fait qu'il se nourrit lui aussi de la crise de l'extrême gauche extraparlamentaire à partir de 1972-1973²¹. Il rassemble une jeunesse scolarisée (étudiants et jeunes issus des lycées techniques), Français et immigrés, très influencés par le contexte italien – en particulier ses manifestations de rues et son usage de la violence²². Le poids des courants communiste-libertaire, anarchiste et des gauches communistes y est prégnant, ainsi qu'en témoigne la forte connotation antiautoritaire et le refus de toute formalité organisationnelle.

En 1974-1975, une dynamique s'enclenche qui débouche sur l'apparition de l'« autonomie parisienne », vaste agrégation de collectifs de jeunes activistes sur Paris et sa proche banlieue, qui multiplient les formes d'apparition spectaculaires – émeutes, squats et occupations – et se dotent d'une structure de coordination et d'un journal en 1977, à la suite de la manifestation antinucléaire de Creys-Malville²³. La volonté hégémonique de plusieurs composantes – partisans de l'« autonomie organisée », militants de l'Organisation communiste libertaire (OCL), membres du groupe « Marge » – va rapidement provoquer la rupture. Les principaux groupes se retirent des structures de coordination. Celle-ci se maintient, mais le centre de gravité de l'autonomie se déplace vers des formes exacerbées d'activisme de rue. À partir de 1978, la répression provoque la dispersion des noyaux militants et l'éclatement de l'« autonomie parisienne ».

En Allemagne, les années 1970 sont dominées par le phénomène « *Spontis* » qui se développe dans le sillage de la désagrégation de l'Außerparlamentarische Opposition (Opposition extraparlamentaire, APO)²⁴. S'opposant aux adeptes de l'avant-garde révolutionnaire qui se constituent en une pléthore de Kommunistische Gruppen (K-Gruppen) pour se disputer l'hégémonie sur l'extrême gauche extraparlamentaire²⁵, les partisans de la « *Spontaneität der Massen* » se rassemblent au sein d'une galaxie

²⁰ Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci, « Les années de plomb en Italie : quelques grands repères chronologiques », dans Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci, *Les années de plomb en Italie. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, p. 409-416.

²¹ Nombre d'autonomes ont fait leurs premiers pas en politique dans le sillage des grandes organisations d'extrême gauche – la Gauche prolétarienne, la Ligue communiste ou l'Organisation révolutionnaire anarchiste.

²² Jean-Octave Guérin-Jollet, *L'autonomie politique en France...*, op. cit., p. 213-256.

²³ Collectif d'enquête, *Aujourd'hui Malville, demain la France, livre noir sur la manifestation de 1977*, s.l., La Pensée sauvage, 1978.

²⁴ Sur l'APO, on pourra se reporter à E. Siepman, I. Lusk, J. Holtfreter, M. Schmidt et G. Dietz, *Che, Shah, Shit. Die sechziger Jahre zwischen Cocktail und Molotow*, Berlin, Elefanten Press, BilderLeseBuch, 1984 ; Michael Retz : « *Ihr müsst diesen Typen nur ins Gesicht sehen* » - APO Berlin 1966-1969, Francfort, Zweitausendeins Verlag, 1980 et Thomas P. Becker et Ute Schröder (dir.), *Die Studentenproteste der 60er Jahre. Archiuführer, Chronik. Bibliographie*, Böhlau Verlag, Cologne, Weimar, Vienne, 2000.

²⁵ Johannes Schüte, *Revolt und Verweigerung : Zur Politik und Sozialpsychologie der Spontibewegung*, Giessen, Focus Verlag, 1980

de groupes tiraillés entre fascination pour le mouvement ouvrier²⁶, en particulier ses composantes jeunes et immigrés, et l'implication de nombreux « *Spontis* » dans les luttes liées à la politisation des modes de vies impulsée par le mouvement alternatif²⁷. Présents dans de nombreuses villes et s'appuyant sur un vaste réseau de sociabilité issu de l'APO, ces groupes d'activistes constituent l'épicentre d'une recomposition théorique et pratique autour de la question de la politisation de la vie quotidienne.

Les thématiques de la scène *sponti* rencontrent un écho limité dans la société ouest-allemande des années 1970. Les désillusions des « *Spontis* » sont accentuées par la répression et l'isolement. L'émergence de groupes armés exacerbe les tensions entre ceux qui souhaitent poursuivre la longue « marche à travers les institutions » (Rudi Dutschke), initiée par l'APO, et les partisans de la remise en cause de cette stratégie. En janvier 1978, au moment où le phénomène atteint son apogée, un congrès international est organisé à Berlin sous le nom de TUNIX-Congress²⁸. Il entérine la rupture entre la « vieille génération » de l'APO, qui prend ses distances avec l'activisme de rue pour s'investir dans la création des *Grünen*, et la « jeune génération » qui interprète ce choix comme une trahison et souhaite au contraire réinvestir le terrain de l'agitation sociale et politique.

À partir de la fin de l'année 1978, le phénomène de désagrégation de la scène *sponti* s'accélère. Parallèlement, les autres composantes de l'extrême gauche extraparlamentaire entrent à leur tour en crise, en particulier les *K-Gruppen*.

L'autonomie comme espace de circulation et de socialisation de la gauche radicale

De nombreux facteurs liés au contexte national influencent tout autant qu'ils modèlent l'intensité, la composition sociale ou encore le corpus de pratiques et d'unités organisationnelles de l'autonomie. Cependant, celle-ci apparaît dès son origine comme un phénomène s'émancipant de son cadre national : la dimension inclusive de l'identité autonome, la nature aisément réappropriable de ses formes d'action et d'organisation tout autant que la mobilité théorique et géographique facilitent les phénomènes de transferts.

À ce titre, le cas italien apparaît exemplaire dans la mesure où l'intensité du phénomène en fait rapidement l'un des points de référence et de fascination pour d'autres pays. Des activistes venus de toute l'Europe se rendent sur place tout au long des années 1970 pour observer ou participer. À l'inverse, des Italiens circulent en Europe pour des raisons similaires. La cartographie de ces déplacements, des trajectoires qu'ils empruntent, des réseaux de sociabilités et d'affinités sur lesquels ils s'appuient est malaisée à tracer. La dimension informelle de ces contacts en est certainement l'une des raisons principales. La défiance des autonomes vis-à-vis du champ académique y participe tout autant.

Dès lors, il est parfois nécessaire de s'intéresser aux marges de l'aire de l'autonomie politique, en particulier à l'opéraisme, déjà évoqué, courant marxiste radical qui a

²⁶ Voir Karl Heinz Roth, *L'Autre mouvement ouvrier en Allemagne : 1945-1978*, trad. par Serge Casseron, Paris, Édition Christian Bourgeois, 1979.

²⁷ Rob Burns et Wilfried van der Will, *Protest and Democracy in West Germany : Extraparliamentary Opposition and the Democratic Agenda*, London, S. Martin's Press, 1988.

²⁸ Geronimo, *Feuer und Flamme. Zur Geschichte der Autonomen*, Berlin-Amsterdam, Edition ID-Archiv, 1995, p. 85-91.

connu un développement considérable en Italie entre le début des années 1960 et le milieu des années 1970²⁹. Apparu « comme une tentative de répondre politiquement à la crise du mouvement ouvrier au cours des années 1950³⁰ », l'opéraïsme s'est construit autour de la volonté de confronter la théorie marxiste, en particulier les thèses développées dans *Le Capital*, avec « l'étude réelle de l'usine réelle³¹ ». Au début des années 1960, des militants entreprennent d'appliquer sa critique de l'économie politique³² au moment où la figure de l'ouvrier professionnel, qui avait dominé les luttes sociales en Italie jusqu'au milieu des années 1950³³, s'efface au profit de nouveaux sujets tels que les étudiants, en tant que force de travail en formation, ou encore les techniciens³⁴. Pour les opéraïstes, dont les regards sont tournés vers l'usine, on assiste, à partir du milieu des années 1950 à la constitution d'une nouvelle typologie ouvrière qui trouve son origine dans une « recomposition de la classe » et l'apparition de la figure de l'« ouvrier-masse », refusant travail et discipline d'usine³⁵.

La démarche de renouvellement théorique impulsée par les opéraïstes s'inscrit dans un processus de reconquête du Partito Comunista Italiano³⁶ (PCI) et de la Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL), proche des communistes³⁷. À son origine, on trouve, au milieu des années 1950, les travaux de Galvano Della Volpe, un intellectuel du PCI³⁸. À partir de ceux-ci se développe à l'intérieur du parti un courant de pensée qui débouche en 1961 sur la création d'une revue militante : les

²⁹ Sur l'opéraïsme, voir principalement Steve Wright, *À l'assaut du ciel, composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Marseille, Éditions SENONEVERO, 2007 ; Claudio Albertani, « Empire et ses pièges. Toni Negri et la déconcertante trajectoire de l'opéraïsme italien », *À Contretemps*, n° 13, septembre 2003 ; Centro di Ricerca per l'Azione Comunista, *Les trois âges de l'opéraïsme*, s.l., La Petite Bibliothèque de la Matérielle, s.d. Pour une plonger dans les débats mêmes de ce courant, on pourra se reporter aux nombreux ouvrages publiés par les éditions DeriveApprodi, notamment G. Totta et F. Milana, *L'operaismo degli anni Sessanta. De « Quaderni rossi » a « classe operaia »*, Roma, DeriveApprodi, 2008. L'ouvrage comprend notamment une introduction de Mario Tronti et un CD avec l'intégralité de la revue Classe Operaia.

³⁰ Antonio Negri, *La fabbrica della strategia*, Padoue, CLEUP, 1979, p. 31. Nous tenons à remercier Alain pour nous avoir traduit de larges extraits de cet ouvrage.

³¹ Steve Wright, *À l'assaut du ciel...*, *op. cit.*, p. 13 et Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil...*, *op. cit.*, p. 48-51.

³² Steve Wright, *ibid.*, p. 15-19. Ainsi que le souligne Steve Wright, il ne s'agit pas pour les opéraïstes de conduire une démarche philologique vis-à-vis d'un corpus de textes et d'écrits. Leur volonté n'est pas d'abord de proposer une meilleure compréhension de Marx, mais de saisir les rapports de forces principaux au sein de l'usine fordiste en Italie et en quoi l'étude de ces rapports peut contribuer à revivifier la théorie. Selon les opéraïstes, cette étude doit s'affranchir des clés d'interprétation traditionnelles du marxisme italien afin de ne pas se retrouver piégée au sein des organisations encadrant le vieux mouvement ouvrier.

³³ Claudio Albertani, « Empire et ses pièges... », *op. cit.* Autrement dit, un ouvrier continuant à exercer un certain contrôle sur le processus de production et possédant des connaissances techniques poussées. Un ouvrier italien doté qui plus est d'une mémoire et d'une conscience antifasciste très marquée, déclarant avec fierté « appartenir à la nation ouvrière ».

³⁴ Steve Wright, *À l'assaut du ciel...*, *op. cit.*, p. 98-99.

³⁵ La construction théorique de la figure de l'« ouvrier masse » s'appuie sur la figure du travailleur migrant peu ou non qualifié – traditionnellement originaire du sud et inorganisé –, contraint à effectuer des tâches parcellaires répétitives dans la chaîne de production.

³⁶ Parti communiste italien et Confédération générale italienne du travail. Si le « vieux » mouvement ouvrier officiel est définitivement rejeté du côté du capital, le PCI reste, aux yeux de nombres de militants opéraïstes, « ce grand parti communiste » que les ouvriers « ont toujours considéré comme le leur » et qui doit désormais choisir entre la social-démocratie et la lutte des classes.

³⁷ Steve Wright, *À l'assaut du ciel...*, *op. cit.*, p. 109.

³⁸ Galvano Della Volpe, *Logic as a Positive Science*, London, New Left Books, 1980.

Quaderni Rossi (Cahiers Rouges), dont le principal animateur est Raniero Panzieri³⁹. Un grand nombre d'intellectuels proches de cette revue viennent de la gauche syndicale, du Parti communiste ou du Parti socialiste. Par l'intermédiaire des *Quaderni Rossi*, le courant opéraïste prend forme à travers les analyses de Romano Alquati et de Mario Tronti⁴⁰.

L'émergence de ce courant à la charnière entre le PCI et le PSI, avec le champ de la gauche syndicale comme espace d'intervention, apparaît comme une tentative de répondre aux évolutions stratégiques de la gauche parlementaire en Italie. S'appuyant sur des enquêtes ouvrières qu'ils mènent dans les grandes concentrations ouvrières du Nord de l'Italie, comme dans les usines Fiat de Turin et d'Olivetti à Ivree, à l'initiative de Romano Alquati⁴¹, les opéraïstes affichent leur volonté de réorienter la grille d'analyse de la gauche vers les luttes nées du quotidien de l'usine, perçue comme l'espace privilégié à partir duquel se structure la résurgence de la lutte des classes dans la société capitaliste d'après la Seconde Guerre mondiale.

Très influencés par le courant autogestionnaire et les gauches communistes, notamment la critique de la bureaucratie syndicale et le rejet du parlementarisme, suivant à leurs débuts une trajectoire idéologique assez similaire à celle du groupe Socialisme ou Barbarie en France⁴², les opéraïstes sont amenés à des positions les mettant en porte-à-faux avec la gauche parlementaire, en particulier avec le PCI. À l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest, ils opposent une double critique du capitalisme, privé à l'Ouest et d'État dans le bloc soviétique, insistant sur le rôle joué par les techniciens, des deux côtés du rideau de fer, dans l'émergence d'une « homogénéité internationale des comportements de luttes des travailleurs productifs⁴³ ». Surtout ils s'opposent à la priorité donnée par le PCI et le PSI à l'organisation syndicale, en soulignant l'importance de la spontanéité ouvrière comme espace d'apprentissage et de radicalisation, notamment sous la plume de Negri, qui étudie ce qu'il perçoit comme la résurgence d'un antagonisme de classe à travers le passage de formes individuelles à des formes collectives de sabotage de la production dans les usines de Vénétie⁴⁴.

À la suite des événements de la Piazza Statuto à Turin en 1962⁴⁵, la rupture devient inévitable. La gauche et les syndicats, PCI en tête, auraient, avec les opéraïstes, trouvé

³⁹ Sur Raniero Panzieri, on pourra se reporter à Raniero Panzieri, « Surplus Value and Planning : Notes on the Reading of "Capital" », Conference of Socialist Economists, *The Labour Process & Class Strategies*, London, Stage 1, 1976 et R. Panzieri, « The Capitalist Use of Machinery : Marx Versus the "Objectivists" », dans Slater (dir.), *Outlines of a Critique of Technology*, London, Inks Links, 1980.

⁴⁰ Dès le départ, le groupe-revue est frappé par une série de scissions. En 1962, les syndicalistes qui avaient participé à la naissance de la revue prennent leur distance. En 1963, intervient une nouvelle scission autour de Mario Tronti, Antonio Negri, Alberto Asor Rosa et Sergio Bologna. Ils reprochent à Panzieri de ne pas s'attaquer frontalement au PCI et surtout de remettre systématiquement à plus tard une intervention politique directe en direction de la classe ouvrière, donc des usines.

⁴¹ R. Alquati, *Sulla FIAT e altri scritti*, Milan, Feltrinelli, 1975.

⁴² Voir Philippe Gottraux, *Socialisme ou Barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.

⁴³ S. Bologna, « Per una "società degli storici militanti" », dans Collectif, *Dieci interventi sulla storia sociale*, Torino, Rosenberg & Sellier, 1981.

⁴⁴ Antonio Negri, *Dall'operaio massa all'operaio sociale : Intervista sull'operaismo*, Milano, Multhipla edizioni, 1979, p. 64-65.

⁴⁵ Suite à l'expiration des contrats de travail, les syndicats signent un accord avec l'entreprise pour de nouveaux contrats. Ces derniers sont rejetés par les ouvriers qui déclenchent une grève qui se transforme en véritable révolte urbaine. De violents affrontements éclatent autour de la Piazza Statuto à Turin le 7 juillet 1962. Il faudra trois jours aux forces de l'ordre pour reprendre le contrôle de la situation. Pendant le conflit, le PCI prend position contre les émeutiers qu'il dénonce comme

un bouc émissaire pour tenter d'expliquer pourquoi les masses ont échappé au contrôle de leurs directions. Sommé de choisir entre une réintégration au sein de la gauche et la relégation dans le magma des courants oppositionnels minoritaires, le noyau des *Quaderni Rossi* éclate⁴⁶. La rupture avec la gauche, notamment le PCI, brouille la perspective programmatique originelle des opéraïstes. Même dans l'opposition, ils conservent l'espoir d'influencer de manière significative l'orientation idéologique de la gauche. En témoigne l'attitude d'un groupe, rassemblé autour de Mario Tronti, qui fonde un nouveau journal, *Classe Operaia* (*Classe ouvrière*) après l'éclatement des *Quaderni Rossi*. Son objectif affiché est d'établir des passerelles avec les franges du PCI et de la gauche non communiste sensibles aux thèses opéraïstes⁴⁷. Cet espoir est déçu. Le mythe d'un possible retour au *statu quo* d'avant Piazza Statuto survit jusqu'à l'« Automne chaud » de 1969, avant de s'effondrer rapidement⁴⁸. Le PCI, navire amiral de la gauche parlementaire de l'époque, entame à partir de 1969 une réorientation théorique qui rompt les derniers liens idéologiques. En schématisant à l'extrême, on peut dire que la volonté de compter au sein d'une gauche dominée par le PCI s'est construite sur une illusion. Les opéraïstes entendaient, jusqu'en 1968, replacer le mouvement ouvrier au cœur du processus révolutionnaire, en multipliant les interventions dans les entreprises et les usines, principalement dans le Nord de l'Italie. Les syndicats étant considérés comme des courroies de transmission du capitalisme, seule une organisation politique, pour certains d'entre eux de type parti, était en mesure de mener à bien ce projet de recentrage du mouvement ouvrier. De ce point de vue, l'opéraïsme ne se distinguait pas vraiment d'autres courants de l'extrême gauche extra-parlementaire, tels que le maoïsme ou le trotskisme, d'où le refus de la gauche dominée par le PCI de toute forme de coexistence avec lui.

Pour autant, l'opéraïsme n'est pas uniquement en rupture avec la gauche parlementaire, il l'est également avec la gauche extra-parlementaire. La principale différence porte sur la question du travail, la plupart des opéraïstes refusant de s'inscrire dans des luttes visant à exiger du travail pour les chômeurs. Ils affirment au contraire leur volonté de déplacer systématiquement les revendications sur le terrain du « salaire politique » pour tous⁴⁹. Avec l'effacement du cadre de l'usine et la persistance de cette lutte contre le travail, de plus en plus d'opéraïstes en viennent à questionner la signification politique de l'ouvrier-masse⁵⁰, certains n'hésitant pas à

provocateurs fascistes. Steve Wright, *À l'assaut du ciel...*, *op. cit.*, p. 62-65. Voir aussi Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *Mai 1968...*, *op. cit.*, p. 202-205.

⁴⁶ Dario Lanzardo, *La rivolta di Piazza Statuto*, Torino, Iuglio 1962, Milano, Feltrinelli, 1979, p. 54-55.

⁴⁷ Le groupe Classe Operaia et la revue du même nom sont issus des groupes des Quaderni Rossi de Rome (Mario Tronti), de Padoue (Antonio Negri), Milan, Gênes et Bologne. Seuls les groupes de Turin et Pise ne quittent pas les Quaderni Rossi. La scission intervient en 1963 et la revue *Classe Operaia* naît en 1964. Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *Mai 1968...*, *op. cit.*, p. 202-205.

⁴⁸ À la fois en raison des prises de positions de plus en plus hostiles de ces deux organisations vis-à-vis des mouvements de protestation qui s'étendent dans toute la société italienne, de la radicalité des positions qui se font jour, mais aussi en raison de l'émergence de nouvelles formes d'action au sein de la classe ouvrière.

⁴⁹ La revendication du salaire politique vise à obtenir que le salaire ne soit plus indexé sur la productivité mais prenne en compte d'autres facteurs, notamment extérieurs au procès de travail lui-même. Elle répond également à l'élargissement de l'espace des luttes en-dehors des revendications seulement salariales qui interviennent à l'époque en Italie ainsi qu'à la massification, et par conséquent la prolétarianisation du travail intellectuel, qui vient bouleverser la définition classique du travail productif.

⁵⁰ « *Operaio massa* » en italien, équivalent des ouvriers spécialisés en France.

parler d'impasse théorique⁵¹. Cette réflexion, nourrie par les évolutions politiques et sociales nées de 1968⁵², aboutit à un rejet de plus en plus fort de l'« usinisme », c'est-à-dire de la conception voyant dans l'usine le lieu unique de production directe de plus-value et surtout le lieu unique de lutte contre le capital. Autour d'Antonio Negri, une partie des opéraïstes s'emploie à formuler une nouvelle figure de classe – « l'ouvrier-social » – susceptible de mieux prendre en compte tant les évolutions de la « composition de classe » que l'émergence de nouvelles formes de luttes⁵³.

En France, l'introduction des thèses de l'opéraïsme intervient à l'initiative d'activistes issus des gauches communistes, qui se regroupent au sein du groupe Matériaux pour l'intervention, et qui publient le bulletin *La Stratégie du Refus*. Ils se montrent intéressés par la typologie conceptuelle avancée par l'opéraïsme italien et son discours sur la recomposition de la classe ouvrière. Ils pensent observer le même phénomène à travers l'émergence de la figure de l'ouvrier spécialisé (OS) immigré. D'autres activistes ont été sensibilisés à ces thématiques. De jeunes militants proches de la Gauche prolétarienne entretiennent des contacts avec Avanguardia Operaia, Lotta Continua ou la mouvance de la Sinistra Proletaria en Italie.

Ces deux galaxies militantes se regroupent brièvement au sein du groupe-revue *Camarades*, à partir du milieu des années 1970, et sont souvent désignées sous le vocable d'« autonomie organisée⁵⁴ ». Avec l'émergence de l'« autonomie parisienne », la situation évolue puisque le centre de gravité de l'autonomie se déplace vers les Assemblées parisiennes des groupes autonomes (APGA). *Camarades* se divise entre ceux qui souhaitent occuper un rôle de « direction » de l'autonomie, à l'image de la stratégie des opéraïstes en Italie, et les autres, qui se montrent plus intéressés par la dimension de contre-culture politique⁵⁵.

Face à la difficulté à faire correspondre la dimension ouvrière de l'opéraïsme et de l'autonomie italienne au contexte français, l'« autonomie organisée » en vient à formuler sa propre figure typologique censée participer de la « recomposition de la classe », le « jeune prolétariat métropolitain », concept destiné à englober les différentes formes d'expression de l'autonomie dans l'hexagone derrière une « identité politique ». Nombres d'activistes ne s'y trompent pas, puisque le concept

⁵¹ Steve Wright, *À l'assaut du ciel...*, *op. cit.*, p. 133-136.

⁵² Parmi lesquelles l'éclosion de la contre-culture, l'émergence du Black Power dans les ghettos américains, l'irruption des femmes comme « sujet collectif du changement social », ou encore l'agitation politique dans le Sud de l'Italie – en particulier à partir du soulèvement de Reggio de Calabre en 1970 considéré par les opéraïstes comme « une insurrection de masse ». *Ibid.*, p. 131-132.

⁵³ Cette nouvelle figure qui s'étend désormais à l'ensemble de la société capitaliste et n'est plus limitée aux frontières de l'usine, englobe aussi bien les *precari* – « le prolétariat jeune et scolarisé, les femmes et les travailleuses domestiques, la force de travail sans emploi et marginalisée » – que des franges de la classe ouvrière. CRAC, *Les trois âges de l'opéraïsme*, *op. cit.*, p. 22.

⁵⁴ À l'origine, le terme d'« autonomie organisée » semble avoir englobé *Camarades*, *Marge*, l'OCL et quelques collectifs proches de ces groupes. Il semble qu'assez rapidement il ne désigne plus que les collectifs proches du groupe *Camarades* et le groupe *Camarades* lui-même. En 1975, ces autonomes initient le collectif *Agitation*, qui rassemble une dizaine de groupes en région parisienne. Même s'il s'en défend, ce collectif semble avoir fonctionné comme un avatar de *Camarades*, ce dernier constituant en quelque sorte sa « direction théorique ». En témoigne le fait que nombre d'autonomes assimilent le collectif *Agitation* et *Camarades* en parlant de manière indéterminée de membres de *Camarades*. Entretien avec Martin. Cet entretien est extrait d'un corpus d'entretiens réalisés de 2009 à 2011 dans le cadre d'un mémoire de Master d'Histoire. L'usage de prénoms répond à la volonté de la plupart des interviewés de conserver l'anonymat. Voir Jean-Octave Guérin-Jollet, *L'autonomie politique en France...*, *op. cit.*

⁵⁵ Entretiens avec Martin, Isabelle, Antoine et Victor.

ne parvient à s'imposer ni au sein de l'autonomie, ni au sein d'autres franges de l'extrême gauche extraparlamentaire.

À partir de 1978, l'« autonomie organisée » se débarrasse progressivement de ses références à la *doxa* opératoire. Elle se replie sur ses propres structures, tente de s'ouvrir aux écologistes⁵⁶, s'engage dans le Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté (CINEL)⁵⁷ ou dans le soutien à la candidature de François Mitterrand, en partie pour obtenir le droit d'asile pour les militants italiens qui fuient la répression à partir de 1977⁵⁸.

En Allemagne, l'irruption de l'opéraïsme dans le paysage théorique de l'extrême gauche extraparlamentaire intervient au début des années 1970, à l'initiative de plusieurs composantes de la scène « *sponti* » qui tentent de mettre en avant des lectures radicales du corpus marxiste face aux positions doctrinales exprimées par les K-Gruppen tout en refusant de se fondre dans les franges les plus libertaires des *Spontis*. On peut citer le groupe Arbeiterkampf de Cologne, Revolutionärer Kampf à Frankfurt, Arbeitersache à Munich, Proletarische Kampf à Hamburg et Brême, ou encore le journal *Wir wollen alles (Nous voulons tout)*, très inspiré des mots d'ordre et des pratiques du mouvement italien. Ces groupes développent une activité militante traditionnelle, distribuant tracts et journaux aux portes des usines, impulsent des structures syndicales de base et lancent des campagnes d'établissement⁵⁹. En 1973-1974, ils jouent un rôle de premier plan dans les grèves sauvages qui secouent l'Allemagne, à la suite desquelles une portion importante des établis liés à ces groupes sont licenciés⁶⁰.

En octobre 1975, plusieurs groupes qui participaient au journal *Wir wollen alles* fondent la revue *Autonomie, Materialien gegen die Fabrikgesellschaft*⁶¹. Ce journal sert d'espace d'expérimentation et cherche à confronter la *doxa* opératoire aux problématiques de la gauche radicale allemande. Il n'est pas étonnant que l'opéraïsme ait trouvé un écho jusque dans l'aire germanophone, qu'il soit passé ou non par le filtre francophone. L'intégration du mouvement ouvrier aux structures du capitalisme ouest-allemand permet à la critique de la bureaucratie syndicale et à l'apologie de la spontanéité ouvrière de rencontrer un écho important. Dans les cercles activistes issus des vestiges de l'APO, à la recherche de nouvelles formes d'intervention politique au sein d'un espace politique et social cadenassé, l'intransigeance et la radicalité de l'opéraïsme, sur la question du travail ou sur celle du parlementarisme, ne peuvent que séduire.

⁵⁶ Certains « autonomes organisés » rejoignent ainsi le journal *La Gueule ouverte*, dont ils prennent le contrôle. Sébastien Schifres, *La mouvance autonome en France...*, *op. cit.*, Entretien avec Yann Moulier-Boutang, qui n'évoque pas la prise de contrôle du journal. Il faut pour cela se reporter à la brochure *À l'attention de l'équipe de La Gueule ouverte*. Il s'agit d'un recueil de textes de membres fondateurs du journal qui évoquent leur éviction par les membres de l'« autonomie organisée ».

⁵⁷ Sur le CINEL, Michel Burnier, « Faire de la politique sans parti, l'expérience du CINEL », *Multitudes*, n° 29, été 2007, <http://multitudes.samizdat.net/IMG/pdf/29-burnier.pdf> [consulté le 23 mai 2011].

⁵⁸ Sébastien Schifres, *La mouvance autonome en France...*, *op. cit.*, Entretien avec Yann Moulier-Boutang et entretien avec Victor.

⁵⁹ Christine Bachmeier, Alexander Ewald, Thomas Fischer et Sabine Norton, *Mythen knacken : 40 Jahre Westdeutsche Linke*, Darmstadt, Neues Forum, 1989, p. 111-113 et Andrei Markovits, *The Politics of the West German Trade Unions : Strategies of Class and Interest Representation in Growth and Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 226-227.

⁶⁰ George Katsiaficas, *The Subversion of Politics...*, *op. cit.*, p. 62.

⁶¹ Littéralement « Matériaux contre la société usine ».

Mais de quel opéraïsme parle-t-on réellement ? En apparence, il s'agit d'un courant théorique triomphant et novateur, en phase avec son temps et la vague de révolte qui secoue l'Italie depuis 1968-1969, tel qu'il est notamment décrit par les militants italiens rassemblés autour d'Antonio Negri⁶². Un courant en prise avec les nouveaux défis pratiques et théoriques, à l'heure où l'orthodoxie marxiste apparaît comme le cimetière des espérances révolutionnaires du vieux mouvement ouvrier. Un courant qui n'hésite pas à remettre en question ses propres figures conceptuelles en confrontant sans cesse ses analyses théoriques à la réalité des luttes sociales et politiques, notamment par le biais de l'enquête ouvrière, du militantisme à la porte des usines et dans les assemblées générales. Un corpus de concepts théoriques qui sert de caisse de résonance à l'*area dell'autonomia* au point d'accompagner son émergence en Italie.

En ce sens, il n'est pas étonnant que la scène *sponti* ait constitué le canal par lequel l'opéraïsme s'est introduit en Allemagne de l'Ouest. Plus que toute autre frange de la gauche extraparlamentaire germanophone, elle fait face à des problématiques très similaires à celles du courant opéraïste, voire à celles de l'ensemble de la gauche extraparlamentaire italienne. En rupture avec le mouvement ouvrier historique depuis le milieu des années 1960, elle voit l'émergence d'une nouvelle génération d'activistes qui souhaite mettre fin à la césure entre vie privée et vie politique, rejette les formes traditionnelles d'organisation politique et s'engage pour transformer radicalement, ici et maintenant, les rapports individuels tout autant que collectifs en vue de détruire la société capitaliste.

Or, dans les années 1970, l'opéraïsme n'est plus uniquement un courant théorique. Il est également une force militante qui s'affronte à d'autres forces militantes pour imposer son hégémonie au sein de la gauche extraparlamentaire italienne. En d'autres termes, plus que sur une analyse des rapports de classes au sein du capitalisme en restructuration, au sein comme en dehors de l'usine, la raison qui motive une partie de la scène *sponti* à introduire une partie de l'appareillage conceptuel de l'opéraïsme repose sur l'approche militante qu'il propose. À savoir, la nécessité de construire un parti de l'autonomie pour encadrer l'émergence du phénomène de l'autonomie politique comme mouvement de masse.

À y regarder de plus près, l'opéraïsme dont il est question ici est le fruit de ruptures et de compromis initiés par une frange du courant théorique originel, rassemblée autour d'Antonio Negri, des vestiges de l'organisation *Potere Operaio* en Vénétie et du journal *Rosso* de Milan. Il s'agit d'un opéraïsme en crise, engagé dans une course permanente pour tenter de saisir les bouleversements qui interviennent au sein des espaces de conflictualité sociale et politique de la péninsule italienne. Ses positions apparaissent difficilement transposables au contexte ouest-allemand. L'épicentre de la scène *sponti* n'est pas structuré autour des grandes concentrations ouvrières du pays. La composition sociale de la gauche extraparlamentaire en RFA diffère notablement de son homologue italienne. La proportion d'ouvriers et de salariés, notamment de techniciens, y est relativement faible. On y trouve majoritairement des étudiants, des travailleurs précaires, des lycéens et des jeunes chômeurs, volontaires ou non. Enfin, et surtout, l'espace social et politique ouest-allemand est structuré

⁶² Il existe de très nombreux témoignages de militants opéraïstes de ce courant, notamment publiés par les éditions DeriveApprodi. On se reportera en particulier à Paolo Pozzi qui montre très bien les difficultés des militants opéraïstes à faire face à l'irruption des thématiques de lutte extérieures aux problématiques de l'usine dans les assemblées générales ouvrières, les manifestations de rue et les publications de la gauche extraparlamentaire. Paolo Pozzi, *Insurrezione*, Roma, DeriveApprodi, 2007.

autour de puissants mouvements extraparlimentaires pour la paix, contre le nucléaire, contre le réarmement. Face à ceux-ci, les *Spontis* occupent une position très ambivalente, entre volonté de collaborer avec les franges les plus modérées de ces mouvements et désir de s'allier avec leurs éléments les plus radicaux. Le paysage a donc peu de chose en commun avec celui de l'Italie, où l'attention des opérâistes se concentre pour l'essentiel sur l'affrontement entre PCI et autonomes.

Pourtant les groupes *spontis* vont suivre une trajectoire très similaire à leurs homologues italiens dont ils cherchent à s'inspirer, signe là encore que la transposition du corpus conceptuel de l'opéraisme à l'Allemagne de l'Ouest n'est pas parvenue à enrayer la crise de la gauche extraparlimentaire. Après avoir navigué en parallèle de l'émergence des premiers collectifs autonomes, ils entrent en crise à partir du milieu des années 1970. La plupart d'entre eux se dissolvent ou éclatent. *Wir wollen alles* cesse de paraître en 1975. Un noyau se maintient autour d'*Autonomie, Materialien gegen die Fabrikgesellschaft*, apparue dans le sillage de *Wir wollen alles*. La rédaction de ce bulletin voit se concentrer autour d'elle les cercles militants de la scène *sponti* influencés par l'opéraisme. En 1979, la frange dite « subjectiviste-ascétique », basée à Francfort, quitte la revue laissant une frange dite « révolutionnaire sans compromis », installée à Hambourg, reprendre la publication⁶³. Jusqu'en 1985, le cercle de Hambourg continue de diffuser les thèses de l'opéraisme, jusqu'à ce qu'il prenne acte de l'échec de son projet et annonce sa dispersion⁶⁴.

Contrecoup de la crise que traversent les partisans du parti au sein de l'opéraisme, en France comme en Allemagne, d'autres approches commencent à circuler. Dans le sillage du TUNIX-Congress, des traductions de textes et de témoignages d'activistes italiens, notamment des textes de Sergio Bologna ou d'Oreste Scalzone, sont diffusées au sein de l'aire de l'autonomie et de la scène *sponti*, alors en pleine désintégration. Ces textes proviennent pour beaucoup d'entre eux de Suisse, de Belgique et des Pays-Bas, où nombre de leurs auteurs ont trouvé refuge alors que l'Italie connaît plusieurs grandes vagues de répression⁶⁵. Cette soudaine ouverture entraîne non seulement une relecture des travaux et concepts issus de l'opéraisme, mais aussi un phénomène de réappropriation lié à des problématiques plus spécifiques à l'Allemagne de l'Ouest : le salaire garanti ou ménager (au sein du mouvement féministe et lesbien), le sabotage (chez les écologistes radicaux), le refus du travail (dans le mouvement squat).

Entre tourisme militant, nomadisme politique et solidarité internationale : le nomadisme militant de l'autonomie

Ces circulations d'éléments de doctrine et de cadres conceptuels s'appuient en grande partie sur une forte mobilité géographique des autonomes, phénomène qu'il est difficile d'appréhender, à la fois d'un point de vue qualitatif et quantitatif. La raison principale en est la difficulté à retracer l'origine de ces contacts entre différentes scènes nationales. La nature souvent personnelle des liens les rend difficilement

⁶³ Geronimo, *Feuer und Flamme...*, *op. cit.*, p. 51-57.

⁶⁴ « Zu diesem Heft », *Autonomie, Materialien gegen die Fabrikgesellschaft*, n° 14, 1985, p. 5-13.

⁶⁵ Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, « La révolution et l'État. Insurrections et "contre-insurrection" », dans *L'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'État d'urgence*, Paris, Éditions Dagorno, 2000.

perceptibles pour l'historien puisqu'ils laissent bien peu de traces écrites. La seconde raison est le refus souvent exprimé par la plupart des témoins ou acteurs d'en restituer toute la profondeur et l'étendue, au nom de leur dimension privée et intime. La cartographie des circulations et des réseaux de sociabilités qui se dessinent est donc nécessairement fragile. Cependant, s'aventurer à en collecter les rares éléments permet de formuler quelques hypothèses.

À première vue, ces réseaux qui permettent aux autonomes de se déplacer d'une scène nationale à l'autre reposent pour une large part sur des contacts établis entre organisations de l'extrême gauche extraparlamentaire à la fin des années 1960 et au début des années 1970. L'autonomie se nourrissant des phénomènes de désagrégation et d'éclatement des « organisations révolutionnaires », il semble logique que les militants qui s'y impliquent après avoir connu leurs premiers engagements au sein de structures politiques plus classiques emportent avec eux leur réseau de sociabilité.

Tous les autonomes que nous avons pu repérer se sont rendus au moins une fois à l'étranger pour soutenir des initiatives similaires à celles qu'ils mettaient en œuvre dans leur espace national. La plupart de ces pérégrinations ne s'insèrent pas forcément dans un cadre particulier ou une mobilisation spécifique. Elles ne participent pas toujours de l'établissement ou du renforcement de relations bilatérales entre des groupes ou des individus et peuvent dans certaines circonstances prendre un caractère impromptu ou unilatéral. Sur un autre registre, on peut constater que dans de nombreux cas, des autonomes se rendent à l'étranger en fonction d'une temporalité propre à leur milieu radical ou à leur réseau de sociabilité, qui les amène à être en décalage avec le calendrier social et politique national, voire avec d'autres composantes de l'autonomie⁶⁶.

Dans les années 1970, chaque scène nationale a ses espaces de circulation privilégiés. Les autonomes français se rendent majoritairement en Italie, sans conteste l'une de leurs destinations les plus prisées. Des contacts existent avec l'Espagne, par le biais de la lutte contre le franquisme mais aussi en soutien au mouvement indépendantiste basque⁶⁷. Les contacts avec l'Allemagne sont relativement ténus et limités jusqu'en 1977-1978. Les autonomes italiens privilégient la France et l'Espagne, ainsi que la Grèce après 1973 et le Portugal après 1974. L'Allemagne apparaît comme un espace relativement peu accessible même si les contacts se développent dans la seconde moitié des années 1970. Les autonomes allemands se rendent en majeure partie au Danemark et aux Pays-Bas, ainsi qu'en Suisse. Les contacts avec la France se font principalement en parallèle des mobilisations anti-nucléaires ou des campagnes de solidarité avec les prisonniers politiques et contre la répression à partir de 1977-1978.

Les contacts ne sont pas toujours faciles entre groupes et individus autonomes de différentes nationalités. La diversité des situations locales, d'une ville ou d'un pays à

⁶⁶ C'est par exemple le cas avec la manifestation du 23 mars 1979, une marche d'ouvriers sidérurgistes à l'appel de la CGT, au cours de laquelle les autonomes participent à de nombreux affrontements avec les forces de police, et à la suite desquels ils sont qualifiés d'agents provocateurs par la centrale syndicale et le PCF. Pour les observateurs contemporains et pour de nombreux universitaires, il s'agit là d'un temps fort pour l'autonomie. Or, toutes ses composantes sont loin d'être impliquées dans les affrontements, voire ne sont pas présentes à Paris le jour de la manifestation. Certains militants qui comptent parmi les plus chauds partisans de la violence de rue sont à ce moment en Grèce, à l'image de Bernard Nadoulek, ou en Allemagne, dans le cadre de la préparation d'une marche antimilitariste qui doit intervenir à Brême au début de l'année 1980.

⁶⁷ Entretien avec Yves.

l'autre, provoquent de nombreuses tensions, jusqu'à faire émerger d'intéressants effets de miroir ou de rejet, utiles pour esquisser une typologie de l'autonomie. À titre d'exemple, on peut citer l'embarras des autonomes français face aux divisions qui apparaissent au sein de la scène *sponti* à la fin des années 1970, et dont ils perçoivent assez mal les tenants et les aboutissants⁶⁸. En Espagne, la position des autonomes face au conflit entre indépendantistes basques et État espagnol suscite en de nombreuses occasions l'hostilité des activistes français et allemands : la dimension qu'ils jugent nationaliste et étatique du projet *abertzale* (indépendantiste) à laquelle ils s'opposent par principe, les empêche d'apporter un soutien inconditionnel à leurs camarades espagnols comme basques. Les autonomes allemands expriment de nombreuses réserves lorsqu'ils reçoivent leurs homologues français ou italiens, dont ils redoutent les excès et « l'ultra-spontanéisme » dans un climat répressif pesant⁶⁹. Les clivages au sein de l'autonomie italienne sont perçus comme « kafkaïens » par de nombreux autonomes d'autres pays qui ne perçoivent pas toujours les nuances ni les liens complexes entre « mouvement autonome » et « organisations armées ».

Certaines luttes sociales ou politiques constituent des espaces privilégiés au sein desquels les circulations et les déplacements des autonomes sont aisément repérables. Les mouvements d'opposition à la construction ou à l'extension de centrales nucléaires en sont un bon exemple. Tout au long des années 1970, des autonomes français, et plus rarement italiens, se rendent en Allemagne : à Wyhl en 1975, où plusieurs dizaines de Français participent à l'occupation du chantier de la centrale et à la construction d'un village de huttes⁷⁰, à Brokdorf en 1976 où de très violents affrontements opposent les antinucléaires et la police, ainsi qu'à Grohnde la même année, où des tensions apparaissent avec plusieurs groupes non violents⁷¹. En septembre 1977, des dizaines d'autonomes français ou italiens sont présents aux côtés de 70 000 personnes venues de toute l'Europe pour manifester contre la construction d'une centrale nucléaire à Kalkar⁷². Inversement, des *Spontis* et des autonomes allemands passent à plusieurs reprises en France pour participer à des

⁶⁸ Les activistes français ou italiens ne perçoivent pas la rupture générationnelle et politique qui intervient entre une génération issue des rangs de l'APO qui multiplie les manœuvres autour de la création du parti des Grünen, au nom de la stratégie de « marche à travers les institutions » énoncée par Rudi Dutschke, d'un côté et de l'autre une vaste galaxie de groupes d'activistes plus jeunes qui se sont politisés dans le sillage du Deutsche Herbst, l'automne allemand, et qui initient une reprise de l'agitation extraparlamentaire, notamment autour des squats, de l'antimilitarisme et de l'antinucéaire. Pour les activistes étrangers, l'effacement des réseaux de sociabilité qui s'étaient mis en place depuis le milieu des années 1960 est alors attribuée à la vague sécuritaire qui touche l'Allemagne de l'Ouest à partir de 1977, au nom de la lutte contre la Rote Armee Fraktion, alors que ce phénomène résulte de choix politiques au sein de la gauche radicale germanophone. Voir A.G. Grauwacke, *Autonome in Bewegung, aus den ersten 23 Jahren*, Berlin, ASSOCIATION A, 2003, p. 7-85.

⁶⁹ « Ils n'aimaient pas beaucoup les Français, ils trouvaient que nous étions trop grandes gueules et incapables d'être discrets, ils nous laissaient un peu seuls face à nous-mêmes, il y avait toujours un délégué qui servait de guide et veillait à tous les aspects de notre séjour, que l'on ne soit pas emmerdés par les flics, ou que l'on soit signalés à leurs équipes juridiques, mais ils se méfiaient de nos réactions non programmées qui risquaient de leur faire foirer des plans, ils avaient eu de bien mauvaises expériences par le passé, nous étions trop indisciplinés et braillards pour eux, couards et vantards. » Entretien avec Christian Hivert, 2010. Pour des précisions sur Christian Hivert, se reporter à Jean-Octave Guérin-Jollet, *L'autonomie politique en France...*, *op.cit.*

⁷⁰ Entretien avec Klaus. George Katsiaficas, *The Subversion of Politics. European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday Life*, Oakland, AK Presse, 2006 (1^{ère} éd. 1997), p. 81-82 et A.G. Grauwacke, *Autonome in Bewegung, op. cit.*, p. 24-28.

⁷¹ Entretien avec Klaus.

⁷² Entretien avec Antoine et « On m'appelait l'étudiant », *Le Nouvel Observateur*, 23 janvier 1982.

mobilisations contre le programme nucléaire civil et militaire de la France. C'est en particulier le cas à Creys-Malville, où sont présents plusieurs milliers de militants allemands, dont certains participent activement aux affrontements avec la police. Un jeune activiste, Manfred Schultz, a la main arrachée par une grenade⁷³. Quelques autonomes allemands ou italiens sont aussi présents, mais de manière très discrète à Plogoff ou à Golfech⁷⁴. Le rôle important joué par le mouvement antinucléaire comme espace de rencontre pour l'autonomie se poursuit jusque dans les années 1980⁷⁵.

De nombreux contacts sont aussi établis par l'intermédiaire du mouvement squat. Des autonomes de toute l'Europe se déplacent à Berlin-Ouest et dans d'autres villes d'Allemagne pour aller à la rencontre des squatters alternatifs et autonomes, en particulier les *Instandbesetzer*, qui développent toute une stratégie d'investissement et de réhabilitation d'immeubles délabrés. Les cas d'activistes qui, après plusieurs séjours, finissent par s'installer définitivement dans un squat ou une *Hausprojekt*, ne sont pas rares. Dans les années 1980, l'émergence de regroupement internationaux et même de collectifs français, danois ou néerlandais au sein de la scène squat ouest-allemande, en particulier à Hambourg et Brême, repose en particulier sur ces phénomènes d'acculturation qui interviennent à la fin des années 1970 et au début des années 1980. De nombreux étrangers se rendent aussi en France, en particulier des autonomes allemands, mais aussi anglais, italiens et grecs dans les années 1980. Le phénomène se poursuit jusque dans les années 1990, puisqu'à la fin de cette décennie, des squatters autonomes parisiens hébergent des autonomes allemands de passage. Certains d'entre eux, ainsi que deux Suisses, deux Polonais et un Marocain, sont interpellés par la police à l'occasion d'une manifestation appelée par un « Intersquat », le 17 mars 1999. Trois jours plus tard, ce sont des autonomes français qui se rendent en train à Cologne pour participer aux manifestations destinées à bloquer l'acheminement d'un convoi de déchets nucléaires de la ville de Walheim à celle d'Ahaus. Des liens existent aussi avec des autonomes italiens et Jean Berthaut évoque des contacts avec des Turinois sur fond de mobilisation en soutien aux réfugiés politiques italiens en France, dont Massimo Passamani en 1999⁷⁶.

Certains déplacements collectifs ont pu prendre des formes plus organisées, comme en 1977 à Bologne, à l'initiative de l'autonomie italienne. Des activistes venus de toute l'Europe participent aux manifestations et aux assemblées générales. Plusieurs d'entre eux sont refoulés à la frontière française ou autrichienne par les autorités italiennes. En 1978, plusieurs milliers d'autonomes européens, essentiellement allemands, convergent vers Strasbourg, lors d'un rassemblement contre l'Europe des

⁷³ C. Revol, *Superphénix dans la presse quotidienne régionale ou comment traiter un sujet scientifique dans la presse généraliste*, mémoire de fin d'étude de l'Institut d'études politiques de Lyon sous la direction de Bruno Benoît, 2006, p. 25.

⁷⁴ Entretien avec Klaus. Sur Plogoff et la crainte de l'arrivée des « gauchistes allemands », voir Gilles Simon, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 135. Pour un cadrage plus général sur les premières mobilisations écologistes en France, Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.

⁷⁵ Lors des manifestations antinucléaires contre la construction d'une centrale à Chooz, quelques autonomes allemands mais surtout des Belges prennent part aux affrontements. Voir « Chooz. Trois antinucléaires arrêtés, libérés. La lutte continue », *Gueule hebdomadaire*, 2-9 mai 1981 ; « Manifestation antinucléaire à Chooz », *Le Quotidien de Paris*, 2-3 mai 1981 ; « Des Belges à la rescousse des antinucléaires de Chooz », *Libération*, 23 novembre 1981 et « Chooz, un état de siège dont on ne parle pas », *Courant alternatif*, janvier 1982, n° 12, p. 20-21.

⁷⁶ Jean Berthaut, *Parisquat. Des squats à Paris, 1995-2000*, Paris, Atelier de création libertaire, 2008, p. 164-165.

polices organisé par le groupe *Marge*⁷⁷. La plupart d'entre eux sont bloqués à la frontière par les forces de police qui procèdent à plusieurs centaines d'arrestations⁷⁸. Le TUNIX-Congress en 1978 voit converger plusieurs dizaines d'autonomes italiens et français à Berlin-Ouest, au côté de figures intellectuelles telles Johannes Agnoli ou Franco Berardi, Michel Foucault ou André Glucksmann⁷⁹.

Ce nomadisme militant, qualifié péjorativement par certains autonomes de « tourisme radical », joue un rôle structurant dans la constitution de l'autonomie en culture politique transnationale tout au long des années 1970. Il permet la mise en place d'un vaste réseau de sociabilité et de solidarité entre des groupes et des individus disposant de moyens limités, souvent relativement isolés dans leurs espaces politiques nationaux. Pour autant, la mobilité géographique des autonomes n'est pas toujours le résultat d'un choix et ne s'appuie pas toujours sur l'existence de réseaux de sociabilités et d'affinités politiques. Le cas des activistes italiens qui s'exilent dans toute l'Europe illustre la difficulté d'appréhender la mobilité géographique de l'autonomie. Les premiers militants qui fuient la répression dans la péninsule italienne arrivent en France dès le début des années 1970. Ils participent à la diffusion des thèses de certaines franges de l'autonomie italienne. Le collectif Matériaux pour l'Intervention joue ainsi un rôle important dans le soutien aux réfugiés politiques italiens, tout autant qu'il devient la pierre angulaire de la pénétration de l'opéraïsme en France. À partir de 1977, la répression de plus en plus forte ainsi que la montée du phénomène des « organisations armées » pousse de nombreux autonomes italiens à l'exil. Un grand nombre d'entre eux s'installe en France. D'autres se rendent en Suisse, en Belgique ou aux Pays-Bas, où ils jouent un rôle de premier plan dans la diffusion d'expériences et de discours théoriques dans les milieux autonomes et plus largement au sein de l'extrême gauche extraparlamentaire.

Au moment où l'extrême gauche des années 1970 entre en crise, les formes d'intervention politique des autonomes les placent progressivement sur le devant de la scène, à la fois en tant que résurgence de l'« agitation gauchiste » et comme acteur du renouvellement des formes traditionnelles de militantisme. Ils se distinguent d'autres phénomènes politiques qui émergent au cours de cette période par la dimension anti-nationale et anti-étatique des concepts et des formes d'activisme auxquels ils ont recours, par leur refus de participer à un quelconque processus de conquête du pouvoir, par leur structuration au sein de réseaux de sociabilité s'appuyant sur les interactions interpersonnelles et non sur une corpus idéologique unifié.

Les multiples scènes de l'autonomie, qu'elles se situent au niveau local, régional ou national, apparaissent comme des espaces privilégiés de circulation et de sociabilisation, non seulement pour les autonomes eux-mêmes, mais également pour

⁷⁷ Sébastien Schifres, *Le mouvement autonome en France...*, op. cit., Entretien avec Jacques Lesage de la Haye.

⁷⁸ Ce type de déplacement semble s'être reproduit à l'occasion de certains contre-sommets du mouvement altermondialiste naissant dans les années 1990 comme le camp No-Border de Rothenburg du 24 juillet au 2 août 1998. Entretien avec Paola.

⁷⁹ Dieter Hoffman-Axthelm, Otto Kalscheuer, Eberhard Knödler-Bunte et Brigitte Wartmann, *Zwei Kulturen ? TUNIX, Mescalero und die Folgen*, Berlin, Verlag Ästhetik und Kommunikation, 1978.

de multiples courants de la gauche radicale, extraparlamentaire ou non. La dimension protéiforme de chaque scène favorise également la coexistence avec des courants ou des groupes extérieurs à l'aire de l'autonomie, tels que l'opéraisme, au point de finir par les absorber presque complètement.

À la fin de la décennie, l'autonomie connaît un glissement de son centre de gravité de l'Italie, où le mouvement s'étiolle sous les coups de la répression et du refus de s'engager dans une confrontation armée avec l'État, vers l'aire germanophone, où des formes renouvelées d'intervention et d'organisation sont mises en œuvre par des scènes autonomes qui se revendiquent de manière distancée de l'héritage transalpin. Cette survivance de l'autonomie après 1979-1980 doit sans doute beaucoup à la dimension transnationale de cette culture politique qui, en investissant de nouveaux espaces de conflictualité sociale et politique, parvient à évoluer et à échapper à la disparition. Elle s'explique également par le fait que l'autonomie n'est pas uniquement un nouvel acteur qui investit le champ politique à cette période. Elle est la matérialisation de la crise qui frappe l'extrême gauche extraparlamentaire en Europe de l'Ouest, affaiblissant progressivement ses lignes de forces – parti, idéologie, militantisme – pour les transformer en ligne de fuite, vers un autre rapport au politique et à la politique.